

Pas touche à mes frontières extérieures...

UNION EUROPÉENNE Sommet informel à Salzbourg

- Les 28 ont du mal à s'entendre sur le renforcement de l'Agence européenne de garde-côtes et garde-frontières.
- La protection des frontières extérieures est pourtant une priorité reconnue par tous...

SALZBOURG
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Les diplomates et autres hauts responsables européens avaient prévenu les journalistes ces derniers jours à l'approche du Conseil européen informel de Salzbourg : « *N'attendez pas de percée sur le dossier de la migration.* » Pourquoi se réunir dès lors ? Selon la nouvelle méthode de travail convenue par les 28 il y a un an, ces sommets informels désormais réguliers, venant s'ajouter aux sommets trimestriels ordinaires, sont censés permettre aux chefs d'État ou de gouvernement de discuter à fond de dossiers difficiles, mais sans la contrainte jugée parfois contre-productive de devoir prendre des décisions...

Pour le coup, c'est la migration qui allait constituer le sujet principal du dîner de mercredi soir (toujours en cours au moment où ces lignes étaient écrites). Et cela après un été politiquement mouvementé, rythmé par les tensions créées par le nouveau gouvernement italien refusant de laisser accoster dans ses

Aucune solution n'était attendue sur la gestion commune de l'arrivée des migrants

ports les bateaux chargés de migrants sauvés en mer. Un été paradoxal aussi : les arrivées sur les côtes européennes sont revenues au niveau d'avant la crise, s'est plu à rappeler Donald Tusk, qui a pris soin de joindre à sa lettre d'invitation quelques graphiques parlants. L'un d'entre eux montre après le pic en forme d'iceberg de 2015 une courbe redevenue spectaculairement plate... C'est d'ailleurs celle représentant la route méditerranéenne centrale (vers l'Italie) qui est la plus plate : 1.506 arrivées mensuelles (une baisse de 80 % par rapport à l'an passé), contre 4.242 par la route orientale vers la Grèce et 6.533 par la route occidentale vers l'Espagne, une

hausse brutale qui inquiète désormais les experts.

Aucune solution n'était attendue sur la gestion commune de l'arrivée des migrants, et plus précisément sur le principe des « plateformes de débarquement » (sur les côtes africaines) et des « centres contrôlés » (lisez : fermés) dans les pays de première ligne, qui avait été convenu entre 28 lors de leur sommet de juin. Aucun pays africain ne s'est déclaré intéressé, pas plus qu'aucun pays de première arrivée n'a accepté de créer des centres fermés. « *N'abandonnons pas l'idée* », plaident un haut responsable européen...

S'ils n'arrivent pas à s'entendre sur une manière de gérer les migrants arrivés sur leur sol, de s'en répartir la charge pour ceux qui ont droit à une protection (les réfugiés) ou de renvoyer ceux qui n'y ont pas droit (la majorité), les 28 devraient au moins s'entendre sur le renforcement des frontières extérieures : c'est devenu leur mantra depuis 18 mois. Pas de chance, cela semble déjà coïncider de ce côté-là aussi. Les 28 dirigeants devaient discuter mercredi soir de la proposition présentée par la Commission européenne la semaine dernière, suite au discours annuel de Jean-Claude Juncker, d'un projet de renforcement significatif de l'Agence européenne de garde-côtes et garde-frontières Frontex. Celle-ci se verrait dotée d'ici 2020 de 10.000 hommes en propre, équipés et financés par l'UE (armes, bateaux, avions et véhicules), et verrait son mandat étendu : Frontex pourrait déployer des opérations conjointes avec et dans des pays tiers, ses hommes seraient dotés d'un pouvoir de police (mais toujours sous l'autorité du pays membre où ils opéreraient) et, en cas de situation de crise, l'Agence pourrait même envoyer des troupes dans un État membre sans qu'il l'ait demandé.

Pourquoi pareil renforcement ? D'abord, justifie la Commission, parce que les chefs d'État ou de gouvernement eux-mêmes l'ont formellement demandé. Et opérationnellement, parce que Frontex ne dispose que des gardes-côtes ou -frontières que les États membres veulent bien lui envoyer.

La discussion sur le renforcement de Frontex s'annonçait difficile, suscitant une certaine irritation à la Commission : beaucoup d'États sont opposés, ou très réticents. À commencer par l'Italie, l'Espagne et la Grèce. « *C'est une opération inventée pour que l'UE puisse surveiller ce que fait la Grèce* », expli-

quait un diplomate (non grec). Plus largement, ces trois États, mais aussi plusieurs autres qui l'ont déjà fait savoir publiquement – notamment la Hongrie, la Croatie et la Pologne – et d'autres qui traînent des pieds, considèrent tout simplement que pareille force policière supranationale empiéterait sur leur souveraineté... Sebastian Kurz, le chancelier autrichien et hôte du sommet, disait « *soutenir à 100 % la proposition de la Commission, qu'on attendait depuis longtemps* », et accusait sans ambages les trois pays du Sud de n'être « *peut-être pas vraiment malheureux que beaucoup de nouveaux entrants puissent poursuivre leur route en toute discrétion vers l'Europe centrale* ». La discussion promettait d'être substantielle à ce sujet mercredi soir. Mais tout le monde l'assurera : il y a unanimité sur la nécessité de renforcer les frontières extérieures... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

TRANSMIGRANTS

Michel et May discutent de Zeebrugge

Charles Michel s'est entretenu avec son homologue britannique Theresa May mercredi soir à Salzbourg, en marge du sommet européen informel, pour renforcer la coopération entre les deux pays dans la gestion des migrants qui transitent par la Belgique pour atteindre l'Angleterre. « *J'ai plaidé pour conclure au plus tôt un accord de coopération* », a indiqué le chef du gouvernement belge à l'issue de cet entretien. Il constate qu'après les accords conclus entre Londres et Paris pour gérer la situation à Calais, la route migratoire vers le Royaume-Uni s'est déplacée vers Zeebrugge. « *Il existe maintenant (entre les pays européens concernés, NDLR) un axe pour aborder cette problématique* », selon M. Michel.

La Belgique veut aussi collecter des renseignements avec la Grande-Bretagne pour mieux débusquer les trafiquants. Le Premier ministre n'a pas voulu dire s'il avait évoqué avec Mme May l'aspect financier. « *Ce qui est dit entre quatre yeux reste entre quatre yeux. Je ne fais aucun commentaire sur le financement tant qu'il n'y a pas d'accord final.* » (b)